

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Fonction publique : en thérapie de choc

LES propositions des différents participants au forum de réflexion de trois jours, clôturé hier en fin d'après-midi par la ministre Madeleine Berre, convergent résolument en faveur de la construction d'une administration publique forte, performante et équitable.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

OUVERTS le mercredi 8 janvier 2020, à l'hôtel Nomad, par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, les travaux du 1er forum de la Fonction publique se sont achevés hier en début de soirée sur un sentiment d'espoir des participants à voir l'administration gabonaise devenir beaucoup plus moderne et répondant aux attentes du plus grand nombre. Les propositions des nombreux participants à cette réflexion tripartite participative, militent toutes en faveur de la construction d'un service public fort, performant et équitable. Première pourvoyeuse d'emplois du pays depuis des décennies, la Fonction publique gabonaise suscite, malheureusement, de nombreuses interrogations relatives à sa performance et à son dynamisme depuis plusieurs années déjà. Pléthorique jusqu'à l'excès, elle éprouve de nombreuses difficultés à offrir un environnement de travail convenable à ses agents. Ceci expliquant peut-être cela. En procédant à la clôture de cette rencontre ayant mobilisé pas moins de 336 agents publics, 112 organisations syndicales et des dirigeants de l'administration centrale, la ministre de la Fonction publique a fait l'observation d'un ensemble de besoins. Pour Madeleine Berre, le service public souffre d'une désorganisation et d'un dysfonctionnement au sein même de son système. "En analysant la liste des recommandations formulées par les participants, je note des besoins de révision des textes qui régissent la Fonction publique, des carences dans l'encadrement de l'agent public et de son statut, ainsi que de celui de la main-d'œuvre non permanente, une absence de gestion optimale, équitable et sociale des

ressources humaines (carrière, congés annuels, congés de maternité et de paternité, etc.), des problèmes de régularisation de situations administratives, etc.", a-t-elle indiqué. "Je note également qu'il faut arrimer le traitement des pensions retraite au nouveau système de rémunération, simplifier les procédures, faire un retour aux valeurs

déontologiques de l'administration, effectuer la modernisation et l'amélioration des conditions de travail, adapter la formation adaptée aux besoins de l'administration...", a-t-elle ajouté. Paraphrasant Aimé Césaire, le représentant des partenaires sociaux, Joël Ondo Ella, a dit qu'il n'y a point de paix possible sans pain. Ce qui, selon lui, signifie que l'heure est venue pour le gouvernement et les syndicats de se tenir dans un principe de vérité, de franchise et de courage, pour donner une réponse concrète aux maux qui minent le milieu professionnel, privant la dignité et la liberté aux travailleurs et ceux qui sont attachés aux revenus de leur travail. "Nous avons tous l'obligation de socialiser les problèmes. Allons-y vers la stabilité du climat social qui reste une évidence et une réponse massive à l'invitation du gouvernement à ce jour. C'est pourquoi, face à ce que nous représentons comme force de propositions, nous saisissons le canal du gouvernement, plus particulièrement du Premier ministre, pour transmettre au chef de l'État les revendications de

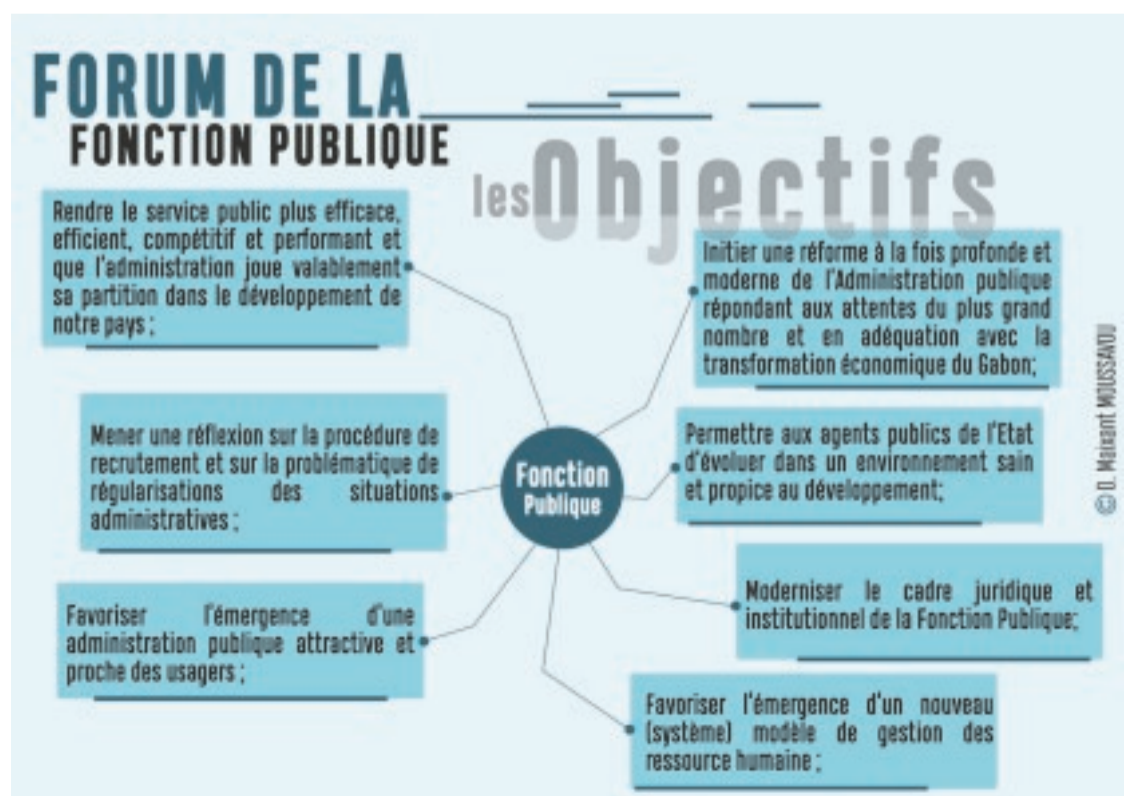
la classe des travailleurs", a-t-il déclaré.

Ce qui participe d'ailleurs de l'ambitieuse réforme de la Fonction publique. Pour cela, la ministre Madeleine Berre a promis la mise en place d'un chronogramme d'activités visant à acter cet ensemble de recommandations. "Nous allons prioriser ces attentes et établir un calendrier d'actions à très court, moyen, voire à long termes, suivant les incidences financières que ces régularisations pourraient avoir. Le tout dans un cadre de travail responsable et participatif. Ces recommandations seront mises sous forme de termes de référence pour pouvoir les faire aboutir à des lois et décrets, et les faire passer ensuite par le circuit de la concertation à nouveau avec vous, pour qu'ensemble nous puissions le proposer à l'adoption", a décliné la ministre de la Fonction Publique. Ce rapport, affirme-t-elle, sera remis dès la semaine prochaine au chef du gouvernement.



Photo: F. M. MOMBO

Une vue de l'assistance hier à la cérémonie de clôture du forum de la



avant pour une

?

Des recommandations et des applaudissements



Fonction publique.

F.S.L.
Libreville/Gabon

Si pendant trois jours, les cadres de l'administration centrale, les agents du secteur public, ainsi que les représentants des organisations syndicales ont donné de leur temps pour prendre part aux travaux du forum de la Fonction publique, il faut tout de même reconnaître que ceux-ci ne sont pas allés de main morte pour formuler leurs recommandations. À la lecture, plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs arraché des salves d'applaudissement. Sans

La priorisation des recrutements par voie de concours, la régularisation sans délai des situations administratives, le respect de la continuité du service public en cas de passation de charges.



Photo: F.M. MOMBO

réticence, les participants ont proposé, entre autres, le respect des procédures de recrutement, conformément à l'article 35 de la loi 8/91 du 26 septembre 1991 portant statut général des fonctionnaires, la mise en place d'une stratégie visant une gestion efficace des ressources humaines, la priorisation des recrutements par voie de concours, la régularisation sans délai des situations administratives, le respect de la continuité du service public en cas de passation de charges ou de

changement de gouvernement, le maintien du système de l'avancement automatique, l'allocation d'une prime d'éloignement en zones reculées, etc. Pour une administration publique performante, ils estiment, entre autres, qu'il faut une allocation de budgets conséquents, le calcul de la pension-retraite sur le solde global, le remboursement de prélèvements indus dans un délai d'un an, et l'annulation des frais de dossiers pour la participation aux concours administratifs.

"Que les résultats suivent"

H.N.M
Libreville/Gabon

Au terme de trois jours de travaux et d'échanges ayant meublé le premier forum de la Fonction publique organisé au Nomad, dont l'objectif était de trouver des solutions aux insuffisances et dysfonctionnements relevés dans l'administration publique, les différentes formations syndicales ayant pris part à ces assises se sont dit confiantes quant à la mise en application des réformes envisagées au sortir des travaux, hier en début de soirée. Pour Deuce Amedée Moussavou, président de la main-d'œuvre non permanente de la Santé (Monp), "je pense que ces assises nous ont

été favorables, car nous avons discuté et partagé des idées entre différents partenaires, pour trouver des solutions idoines, afin que le gouvernement prenne en compte nos revendications. Cela fait des années que ces agents ne sont jamais respectés et pris en compte comme il le faut. Aujourd'hui, nous avons tout mis à jour et nous n'attendons que la phase de la concrétisation". Abondant dans le même sens, Emmanuel Mve Mba, président du Congrès des agents publics et parapublics de l'État (Cappe) dit espérer ne pas revivre les mêmes situations. "Aujourd'hui, le gouvernement s'engage, une fois de plus, à moderniser avec les travailleurs

la Fonction publique gabonaise. Nous pensons que cette fois-ci sera la bonne car, il faut que tout ce qui a été dit ici soit acté. Il était question, durant ces trois jours, de faire des propositions. Au gouvernement de s'engager à mettre ces propositions en actes, et c'est ce que les Gabonais attendent". Du côté de la Confédération syndicale de l'infrastructure et de l'équipement (Cosineq), Pambou-Pambou Guy Hervé indique qu'il faut faire place aux résultats. "Nous n'avons plus à parler d'une Fonction publique lourde dans ses actions. Que la communication, les échanges, les rapports avec nos différents chefs hiérarchiques soient établis de manière adéquate".



Photo: F.M. MOMBO